

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE
POUR LE GHT BOURGOGNE MERIDIONALE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP n°2025AO50012 commun aux 3 lots)**

Lot 1 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque CHUBB
Lot 2 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque SIEMENS
Lot 3 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie autres marques

SOMMAIRE

1.	Identification des parties	3
1.1.	Pouvoir adjudicateur	3
1.2.	Titulaire	3
2.	Objet du marché	3
3.	Décomposition du marché	3
3.1.	Allotissement	3
3.2.	Phases	3
3.3.	Tranche	3
4.	Durée du marché	3
5.	Type, forme et nature du marché	3
6.	Documents contractuels	4
7.	Sous-traitance	4
8.	Conditions d'exécution du marché	4
8.1.	Emission des commandes	4
8.2.	Délais d'exécution	5
8.3.	Lieu d'exécution	5
8.4.	Sécurité et hygiène	5
8.5.	Langue	5
8.6.	Pièces à remettre en cours d'exécution	5
9.	Garantie, évaluation et plan de progrès	6
9.1.	Garantie	6
9.2.	Continuité du service	6
9.3.	Evaluation de l'exécution	6
9.4.	Plan de progrès	6
10.	Modalités de détermination des prix	6
10.1.	Forme des prix	6
10.2.	Détermination des prix	6
10.3.	Evolution des prix	7
10.4.	Clause de sauvegarde	7
11.	Modalités de paiement	8
11.1.	Avance	8
11.2.	Cautionnement - Retenue de garantie - Nantissement - cession de créance	8
11.3.	Paielements partiels définitifs	8
11.4.	Contenu des demandes de paiement	8
11.5.	Remise des demandes de paiement	9
11.6.	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	9
11.7.	Règlement	9
11.8.	Devise – Prestataire étranger	9
11.9.	Intérêts moratoires	10
12.	Opérations de vérification et décision après vérification	10
13.	Pénalités	10
13.1.	Généralités concernant les pénalités	10
13.2.	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations de maintenance	10
13.3.	Autres pénalités en lien avec les prestations	10
14.	Responsabilité et Assurances	11
14.1.	Responsabilité	11
14.2.	Assurances	11
15.	Modifications du marché	11
15.1.	Modification du nombre d'appareils entretenus en cours de marché	11
15.2.	Modification des installations en cours de marché	11
15.3.	Prestations supplémentaires ou modificatives	12
15.4.	Modification de la législation / réglementation / jurisprudence / norme	12
15.5.	Cession du marché	12
15.6.	Clause de réexamen	12
16.	Résiliation	12
16.1.	Résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché ou pour faute du titulaire	12
16.2.	Résiliation pour motif d'intérêt général	13
16.3.	Exécution aux frais et risques	13
17.	Règlement des différends / litiges	13
17.1.	Différends	13
17.2.	Litige	13
17.3.	Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics	13
18.	Dérogations aux articles du CCAG	13

1. Identification des parties

1.1. Pouvoir adjudicateur

Centre Hospitalier de Mâcon - 350 Boulevard Louis Escande – 71000 Mâcon - FRANCE

Le terme « pouvoir adjudicateur » est, conformément à l'article 2 du CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, employé pour qualifier le Centre Hospitalier de Mâcon, Etablissement Public de Santé.

Par extension, le terme de « pouvoir adjudicateur » est employé pour qualifier chacun des établissements du GHT concerné listés en annexe 1 au CCTP.

1.2. Titulaire

Le terme « titulaire » est, conformément à l'article 2 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), employé pour qualifier l'opérateur économique qui a conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie du GHT Bourgogne Méridionale. Le contenu précis de chaque prestation, objet du présent marché est détaillé dans le CCTP.

3. Décomposition du marché

3.1. Allotissement

Le marché est composé de 3 lots :

- Lot 1 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque CHUBB,
- Lot 2 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque SIEMENS,
- Lot 3 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie autres marques.

Chaque lot est un marché distinct et conduit à la contractualisation d'un contrat séparé, signé avec l'entreprise titulaire du lot concerné. Ainsi, sauf précision contraire, toute mention au « marché » dans le présent CCAP fait référence à chaque lot indifféremment.

3.2. Phases

Le marché ne comprend aucune phase.

3.3. Tranche

Le marché ne comprend aucune tranche.

4. Durée du marché

Le marché est passé pour une durée ferme allant du 1^{er} janvier 2026¹ au 31 décembre 2026.

Au-delà de cette période ferme, le marché peut être reconduit 3 fois, tacitement, par période de 12 mois. Ainsi, sa durée totale ne peut excéder le 31 décembre 2029.

Si le pouvoir adjudicateur n'a pas notifié par écrit au titulaire de décision de non reconduction du marché au moins un mois avant la fin de chaque période, le marché est réputé reconduit tacitement.

Le titulaire ne peut en aucun cas refuser la reconduction du marché.

5. Type, forme et nature du marché

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire au sens des articles et R 2162-1 à R 2162-6.

Il a été passé suite à une consultation par appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R 2124-1, R 2124-2 et R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique.

Le marché est passé sans montant minimum et avec un maximum en valeur de :

	Montant en € HT
Lot 1 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque CHUBB	1 580 000
Lot 2 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque SIEMENS	374 000
Lot 3 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie autres marques	84 000
Total	2 038 000

Le marché est exécuté au fur et à mesure de l'émission des bons de commandes conformément aux articles R 2162-13 et R 2162-4 du Code de la commande publique.

¹ Dans le cas où le marché serait notifié postérieurement à cette date, le marché ne peut commencer à s'exécuter qu'à compter du jour de sa notification.

6. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante et dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi :

- L'Acte d'Engagement (AE) propre à chaque lot, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, et son annexe financière :
 - o Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
- Le présent CCAP n°2025AO50012 commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°2025AO50012 commun à tous les lots et son annexe :
 - o Annexe 1 : Définition des installations, propre à chaque lot) ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures et services dans sa version en date du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint au présent marché, mais le titulaire déclare expressément le connaître, s'y référer et l'accepter ;
- L'offre technique, propre à chaque lot, remise par le titulaire dans son offre, qui contient à minima le Cadre de Réponse Technique intégralement rempli ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et avenants éventuels, propres à chaque lot, datés et signés, remis par le titulaire dans son offre, ou acceptés par le pouvoir adjudicateurs en cours de marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, les clauses applicables seront, sauf erreur manifeste, celles indiquées dans les documents qui sont les mieux placées dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Toute clause mentionnée dans les documents du titulaire (contrat, devis,...) qui serait contraire aux stipulations du CCAP et du CCTP est réputée non écrite.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions définies dans les articles R 2194-1 à R 2194-9 du code de la commande publique.

7. Sous-traitance

Le titulaire peut présenter au pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution du marché.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, chaque titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- La déclaration de sous-traitance (DC4 modèle avril 2019 ou équivalent) complétée, datée et signée en original par le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant ;
- Un RIB lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur à 600€TTC.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties du marché qui sont sous-traitées.

8. Conditions d'exécution du marché

Les prestations doivent répondre durant toute la durée du marché, aux stipulations du présent CCAP et du CCTP.

8.1. Emission des commandes

Chaque bon de commande indique les informations suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale et l'adresse du créancier ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La référence du marché ;
- La nature des prestations à exécuter ;
- Le prix unitaire HT de chaque prestation, issu du BPU ou du devis remis par le titulaire dans le cas d'une prestation hors forfait nécessitant la fourniture de pièces détachées ;
- Le lieu et la date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT du bon de commande ;
- Toute référence utile à l'exécution du bon de commande, dont le code service propre à chaque établissement.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité du marché dans la limite de 3 mois.

Le titulaire doit, à réception du bon de commande, communiquer à l'établissement du GHT :

- Les dates de réception du bon de commande
- Les numéros d'enregistrement interne du bon de commande
- Les noms et les numéros de téléphone des personnes chargées de suivre la commande
- A titre indicatif, les dates d'exécution des prestations

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'établissement du GHT dans un délai de 48 heures à compter de l'heure d'envoi du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire doit se conformer aux prescriptions de chaque bon de commande, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

8.2. Délais d'exécution

Les délais d'intervention et de remise en service sont fixés au CCTP et par défaut dans l'offre technique du titulaire.

La date d'expiration des délais d'exécution est la date d'achèvement des prestations. Ou, dans le cas où les prestations ne sont pas achevées à la date limite de validité du marché, la date d'expiration des délais d'exécution est la date d'admission des prestations.

Une prolongation des délais d'exécution des prestations peut être accordée au titulaire par le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies à l'article 13.3 du CCAG -FCS.

8.3. Lieu d'exécution

Les prestations ont lieu sur les sites du GHT Bourgogne Méridionale objets du présent marché (selon les lots) :

Etablissements	Sites	Adresses
CH MACON	LES CHANAUX	350 boulevard Louis Escande 71018 MACON
	CHAUVIRE	48 boulevard Louis Escande 71000 MACON
	PFITSENMEYER	
	BEL AIR	Rue Chailly Guéret 71000 MACON
	CENTRE DE SANTE MENTALE DE PARAY LE MONIAL	16 ZAC du Pré des Angles 71600 PARAY-LE-MONIAL
	HOTEL DIEU	344 rue des Epinoches 71000 MACON
	LA PROVIDENCE	88 Rue Rambuteau 71000 MACON
CH TOURNUS	Centre hospitalier de Belnay	627 avenue Suzanne et Henri Vitrier 71700 TOURNUS
CH PCB	Paray le Monial - Les Charmes	Boulevard Les Charmes 71600 PARAY LE MONIAL
	Paray le Monial - Roseaie	
	La Colline	11 Impasse Chervier 71600 PARAY LE MONIAL
	Charolles	6 Rue du Prieuré 71120 CHAROLLES
	La Clayette	19 rue de l'hôpital 71800 LA CLAYETTE
	EHPAD Gueugnon	5 Route de Toulon 71130 GUEUGNON
CH DU CLUNISOIS	SITE JULIEN GRIFFON CLUNY	13 place Dr Charles Pleindoux 71250 CLUNY
	SITE STEPHANIE CORSIN TRAMAYES	7 charière des Ecorces 71520 TRAMAYES

8.4. Sécurité et hygiène

Le titulaire s'engage à faire respecter par son personnel ou ses préposés les dispositions définies dans le règlement intérieur des sites sur lesquels il intervient ainsi que toutes les consignes de sécurité et d'hygiène aux abords et dans le site concerné.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de suspendre l'exécution des prestations prévues au marché, si les conditions de sécurité et d'hygiène ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre par le titulaire des dispositions permettant de satisfaire ces conditions. Cette suspension n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Un plan de prévention est établi annuellement. Le titulaire devra prendre contact avec le Responsable du Service de Sécurité Incendie pour établir un Plan de Prévention en conformité avec le décret n° 92-158 du 20 février 1992 et équiper ses intervenants en conséquence et à sa charge.

Le Titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

8.5. Langue

Tous les documents (fiches techniques, fiches de sécurité, inscriptions sur les équipements et leurs emballages, les modes d'emploi, factures, bons de livraison...) et les échanges (courriers, courriels, fax,...) doivent être rédigés en langue française.

8.6. Pièces à remettre en cours d'exécution

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire et de faire procéder, conformément à l'article 32 du présent CCAP, par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Ces pièces et attestations doivent être déposées par le titulaire sur la plateforme mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

9. Garantie, évaluation et plan de progrès

9.1. Garantie

Les dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS sont seules applicables.

9.2. Continuité du service

Le titulaire doit garantir la continuité de service pour chaque installation. Aussi, le titulaire doit continuer d'assurer l'exécution des prestations dans les conditions définies dans le CCTP, notamment :

- En cas d'arrêt de travail pour faits de grève de ses agents ou des agents de ses sous-traitants affectés à l'exécution des prestations
- En cas d'absentéisme important de ses agents
- Lorsque le site de traitement initial se trouve indisponible.

Avant sa mise en place, l'organisation destinée à pallier la grève ou toute situation exceptionnelle doit être obligatoirement soumise à l'agrément de l'établissement du GHT.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter intégralement les prestations, l'établissement du GHT y pourvoit par tous les moyens qu'il juge utile. Les mesures qui sont prises dans ce cas sont limitées à la durée de la grève ou de la situation exceptionnelle.

9.3. Evaluation de l'exécution

Le pouvoir adjudicateur évalue régulièrement la bonne exécution du marché et décide des actions à mener auprès du titulaire pour corriger les manquements à l'exécution du marché (mise en demeure, convocation, pénalités, etc.).

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas mené les actions correctives appropriées dans les délais d'exécutions qui lui ont été signifiés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, de plein droit le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

9.4. Plan de progrès

Le pouvoir adjudicateur souhaite déployer des actions ayant pour objectifs :

- D'améliorer la qualité des prestations (réduire le nombre de dysfonctionnements,...)
- De réduire son empreinte écologique (réduire les déchets et les émissions de gaz à effet de serre, améliorer la performance énergétique,
- De favoriser l'insertion des publics éloignés de l'emploi par l'activité économique (IAE, handicap...) et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- D'optimiser ses coûts (mettre en place des indicateurs de suivi, améliorer la valorisation des déchets pris en charge,...]

Certains domaines ont été identifiés comme pouvant permettre de remplir ces objectifs. Il s'agit notamment de :

- L'optimisation des organisations
- L'amélioration de la qualité des prestations
- Le respect des bonnes pratiques
- L'amélioration des conditions de travail (sécurité,...)
- La prise en compte du développement durable
- La réduction des dépenses

Le titulaire propose chaque année au pouvoir adjudicateur les actions, en lien avec le marché, qu'il souhaite mettre en place pour atteindre les objectifs fixés.

Chaque action doit préciser au minimum :

- Les prérequis nécessaires pour sa mise en place
- Les objectifs quantitatifs et qualitatifs à atteindre
- Les principaux jalons et les délais de mise en œuvre
- Les indicateurs de suivi.

Ces actions peuvent conduire à la modification du marché par voie d'avenant dans les limites des article R2194 du Code de la Commande Publique et des dispositions de l'article 15 du présent CCAP.

10. Modalités de détermination des prix

10.1. Forme des prix

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix unitaires.

10.2. Détermination des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix figurant en annexe financière à l'acte d'engagement du marché sont établis en tenant compte de toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le présent CCAP et dans le CCTP.

Le titulaire est lié par les prix qu'il a proposés en annexe financière à l'acte d'engagement. Il reconnaît que les prix du marché sont réputés comprendre :

- Les frais afférents aux prestations de service
- Toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le présent CCAP et le CCTP.
- Les frais afférents aux prestations associées (formation et/ou information...)
- Les autres dépenses nécessaires à la réalisation des prestations (consommables, petites fournitures, gestion administrative, assurances, l'approvisionnement auprès du fabricant...)
- Les frais de déplacement pour la réalisation des prestations de maintenance ainsi que les frais de main d'œuvre
- Les pièces détachées (dans la limites des dispositions spécifiques aux prestations hors forfait)
- Les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison franco de port
- Les frais afférents au traitement et à l'évacuation des déchets selon la réglementation en vigueur, pour l'exécution des prestations du présent marché
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la réalisation des prestations
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire (minimas de commande par exemple..).

10.3. Evolution des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG-FCS, les prix du marché sont des prix révisables à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient pour pièce est fixe pour la durée totale du marché.

La révision des prix est effectuée annuellement par application de la formule suivante :

$$Pa = Po * [0,15 + 0,85 \times (0,85 \text{ ICHT.IME/ICHT- IMEo}) + 0,15 \text{ FD/FDo}]$$

Pa = Prix ajusté

Po = Prix du marché établi sur la base des conditions économiques du mois (Mo)

ICHT- IME = Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix

ICHT- IMEo = Indice de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (Mo)

FD = Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix

FD = Indice de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (Mo)

L'indice de référence, publiée par l'INSEE, est la suivante :

- Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques - Base 100 en décembre 2008 (001565183)
- Index divers de la construction - FD - Poste Frais divers des index bâtiment et travaux publics - Base 2010 (001711011)

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, les arrondis sont traités selon la règle de l'arrondis arithmétique.

La révision des prix intervient au 1^{er} janvier de chaque année d'exécution du marché. Le titulaire doit adresser, par tout moyen permettant d'en justifier la réception, au pouvoir adjudicateur sa demande de révision des prix au plus tard le 1^{er} Décembre.

En cas d'interruption temporaire de la parution des indices, les derniers indices connus restent applicables le temps que les nouveaux indices paraissent.

En cas de suppression définitive des indices, les derniers indices connus restent applicables pendant 3 mois. Durant cette période, le titulaire et le pouvoir adjudicateur déterminent d'un commun accord, les nouveaux indices de référence. Dans le cas où le titulaire ainsi et le pouvoir adjudicateur ne parviennent pas à s'entendre sur le choix des nouveaux indices, le marché est alors résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

10.4. Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas accepter une révision de prix dont l'incidence est supérieure à 1,50% par rapport au prix en cours pour chaque période de reconduction et pour chaque prestation prévue au marché.

Dans le cas où la révision des prix est supérieure à 1,50 % le pouvoir adjudicateur peut décider, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, de résilier de plein droit le marché. Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

11. Modalités de paiement

Les prestations sont financées sur les fonds propres (budget principal / budgets annexes) de chaque établissement du GHT Bourgogne Méridionale.

11.1. Avance

Conformément à l'article article R2191-3 du Code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance forfaitaire est versée au titulaire si le montant du bon de commande est supérieur à 50.000€HT et dans la mesure où le délai d'exécution du bon de commande est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R 2191-6 à R 2191-10 du Code de la commande publique. Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification des actes qui emportent commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et R 2191-12 du Code de la commande publique.

Dans le cas où le titulaire sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il doit rembourser la partie de l'avance versée correspondant au montant des prestations sous-traitées, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

11.2. Cautionnement - Retenue de garantie - Nantissement - cession de créance

Il n'est pas prévu de retenue de garantie, ni de cautionnement.

Conformément aux dispositions des articles R2191-46 et R2191-47 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, dès lors qu'il en formule la demande, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance au comptable assignataire.

11.3. Paiements partiels définitifs

Les paiements consécutifs à l'admission des prestations prévues au marché sont des paiements partiels définitifs.

11.4. Contenu des demandes de paiement

Par dérogation aux articles 11.3 et 12.1.3 du CCAG-FCS, les demandes de paiement afférentes au marché comportent, en plus des mentions légales, les indications suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale, le numéro de Siret et l'adresse du titulaire (créancier)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse de l'établissement du GHT (débiteur)
- Le numéro du marché et de chaque avenant
- La date et le numéro du bon de commande
- La date de la demande de paiement partiel définitif
- L'intitulé des prestations exécutées
- Les quantités des prestations exécutées
- En cas de remplacement de pièces hors forfait : le type de pièce changé, le coefficient pour pièce applicable et le nombre d'heures de présence sur site
- Le prix hors TVA des prestations exécutées
- Le prix des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux de remise (le cas échéant)
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le montant hors TVA des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux et le montant de la TVA
- Le taux et le montant des taxes parafiscales
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- En cas de groupement, pour chaque cotraitant, le montant des prestations exécutées par cotraitant
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du présent CCAP de l'accord-cadre (le cas échéant)

Il est établi une demande de paiement partiel définitif par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à l'exécution de plusieurs interventions, auxquels cas il est établie une demande de paiement partiel définitif par intervention. En cas de non-respect de ces stipulations, le pouvoir adjudicateur retourne la facture au titulaire avec l'obligation de la rééditer sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

En cas de groupement conjoint ou solidaire, les demandes de paiement partiel définitif doivent être décomposées en autant de partie qu'il y a de membres du groupement. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

11.5. Remise des demandes de paiement

Les demandes de paiement pour les prestations de maintenance forfaitaires (préventives et curatives forfaitisée) sont remises semestriellement, à terme échu.

Les demandes de paiements pour les prestations de maintenance curative hors forfait, sont remises après admission des prestations conformément aux dispositions de l'article 12 du présent CCAP.

Si le titulaire est attributaire de plusieurs lots, il établit impérativement des factures distinctes pour chaque lot.

La facturation est dissociée pour chaque centre hospitalier. Certains établissements sont susceptibles de demander une facturation par site et par service. Le titulaire prendra contact avec chaque référent facturation dont les coordonnées sont communiquées au titulaire à l'issue de la notification pour déterminer les modalités de facturation.

Le titulaire doit, conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, transmettre au pouvoir adjudicateur les demandes de paiement partiel définitif sous format électronique.

Toute demande de paiement partiel définitif transmise en dehors du portail de facturation de l'Etat (Chorus Pro) sera rejetée par l'établissement du GHT.

11.6. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement sont établis en hors taxes et sont majorés du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en vigueur à la date de facturation des prestations.

Le montant de la demande de paiement partiel et définitif est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

11.7. Règlement

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues au titre du marché par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique et du CCAG-FCS.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique. Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le point de départ du délai global de paiement est :

- La date de réception de la demande de paiement si la date d'admission des prestations est antérieure à la date de réception de la demande de paiement
- La date d'admission des prestations si la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'admission des prestations

Le délai global de paiement peut être suspendu par l'établissement du GHT ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues au titulaire, l'établissement du GHT règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande de paiement partiel définitif présentée par le titulaire.

11.8. Devise – Prestataire étranger

La monnaie de facturation est l'Euro.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché (indiquez le numéro et la date du marché) ayant pour objet (mentionnez l'objet du marché). Ceci concerne notamment la Loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement partiel seront libellées en euros et soumises aux stipulations définies aux articles 18 du présent CCAP et aux dispositions mentionnées à l'article 12 du CCAG-FCS.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

11.9. Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le versement d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant des intérêts moratoires est calculé conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 juin 2020 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal dans les contrats de la commande publique. En outre, le titulaire percevra l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros prévue à l'article D.2192-35 du Code de la commande publique.

12. Opérations de vérification et décision après vérification

Les opérations de vérifications, et de décision après vérification (admission, ajournement, réfaction, rejet, etc.) s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS

13. Pénalités

13.1. Généralités concernant les pénalités

Toute défaillance du titulaire pour des prestations non conformes et/ou manquement aux obligations contractuelles (interruption de service ou dérogation des engagements de qualité de service, mauvaise exécution, exécution partielle ou retard dans l'exécution des prestations) de la part du titulaire pourront faire l'objet de pénalités décrites ci-dessous cumulables entre elles, et à chaque constat.

Concernant le décompte des pénalités, il s'applique à la demande du pouvoir adjudicateur sur le ou les sites sur lesquels les défauts sont constatés :

- Pour les pénalités se calculant en heures, toute heure commencée est comptée comme une heure ;
- Pour les pénalités se calculant en jours sont, sauf disposition contraire, comptés en jour calendaire, tout jour commencé est compté comme un jour

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités prévues au marché peuvent être appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable.

Le titulaire est informé de la décision par le pouvoir adjudicateur et/ou de l'établissement du GHT des pénalités par courrier ou courriel motivé. A la suite de ce courrier ou courriel, le pouvoir adjudicateur émet un titre de recettes à l'encontre du titulaire correspondant aux pénalités.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier ses défaillances, notamment en cas de non réalisation d'une prestation prévue par le CCTP ou dans le mémoire technique du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables, non plafonnées, non forfaitaires et non libératoires. Néanmoins, dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

13.2. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations de maintenance

L'établissement du GHT se réserve le droit d'appliquer au titulaire une pénalité pour retard dans l'exécution des prestations de maintenance (curative et/ou préventive), qu'elles soient forfaitaires, forfaitisées, ou hors forfait.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations de maintenance, au regard de la réglementation en vigueur et/ou des stipulations du CCTP et/ou des dates indiquées dans le calendrier d'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité de

- 50 euros par jour ouvré de retard dans le cadre de la maintenance préventive ;
- 200 euros par jour calendaire de retard pour la remise en service des équipements, dans le cadre de la maintenance corrective (forfaitisée ou hors forfait).

13.3. Autres pénalités en lien avec les prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer au titulaire une pénalité en cas de manquement à toute autre de ses obligations :

En cas de non-respect de tout autre délai contractuel que ceux mentionnés ci-dessus, le titulaire encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de 25€HT par jour ouvré de retard (ou heure ouvrée de retard si le délai contractuel est mentionné en heures) notamment : délai d'intervention, transmission de devis/rapports/attestations, levée de réserves d'un organisme de contrôle...

En cas de non-respect de tout autre disposition contractuelle que celles relatives aux retards mentionnées ci-dessus, le titulaire encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de 100€HT par constat (non-respect des consignes de sécurité et de discrétion, dégradation des locaux/équipement, sous-traitance non-déclarée en amont de l'intervention).

14. Responsabilité et Assurances

14.1. Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seuls responsable des dommages :

- Causés directement ou indirectement pendant ses interventions :
 - À son personnel, au personnel de la personne publique ou à des tiers
 - À ses biens, aux biens appartenant à la collectivité publique ou à des tiers
- Causés par la carence des installations imputables à la maintenance et se produisant en dehors de ses interventions

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait du pouvoir adjudicateur ou de son représentant désigné, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc...)

NOTA : On entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément de l'installation sous contrat

14.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, en cas de dommage corporel, matériel et/ou immatériel, causés par l'exécution des prestations prévues au marché.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution des prestations, les attestations en cours de validité émanant de sa/ses compagnie(s) d'assurance permettant d'établir l'étendue des responsabilités garanties. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire doit, s'il y a lieu, souscrire, à ses frais, une police d'assurance complémentaire si celles existantes ne sont pas considérées comme suffisantes par le pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques des prestations prévues au marché.

En cas de résiliation des polices d'assurance, le titulaire doit souscrire immédiatement une nouvelle police en remplacement. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché, conformément à l'article 32.6 du CCAP.

15. Modifications du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra, en cas de besoin, modifier par avenant les dispositions du présent marché dans le respect des articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique et sous réserve que ces modifications ne soient pas substantielles.

15.1. Modification du nombre d'appareils entretenus en cours de marché

En cours de marché, le nombre d'appareils (centrales, détecteurs...) à entretenir dans chaque système est susceptible d'être modifié, en plus ou en moins (suppression d'appareils ou installation de nouveaux appareils).

Lorsque ces modifications sont non-substantielles (inférieures à 10%) les prix du marché restent inchangés

Au-delà, un avenant au marché est établi en augmentation ou en diminution et précise notamment:

- La date d'effet de la modification, cette date ne modifiant pas la date du renouvellement du marché
- Le nouveau montant pour l'année suivante, qui sera fonction de la variation constatée du nombre d'installation ou de matériel contrôlé et obtenu par application des prix unitaires indiqués par le titulaire sur l'offre de base.

15.2. Modification des installations en cours de marché

Au cours du marché, le nombre d'installations peut changer, notamment en cas d'intégration ou de suppression de bâtiments dans le périmètre du marché (annexe 1 au CCTP), ou de remplacement complet de centrale de détection incendie.

Ces modifications sont traitées par le biais d'un avenant en cas de besoin de nouveau forfait, ou de modification du forfait annuel en cours d'année.

A titre informatif, le titulaire est avisé des modifications d'installations suivantes déjà envisagées (communiquées ici à titre purement indicatif et non contractuel) :

- *Changement de la centrale du Bâtiment K Psychiatrie sur le CH-Mâcon (commande du forfait de maintenance préventif dès 2026 mais de la maintenance corrective forfaitisée à compter de janvier 2027 environ)*
- *Vente de l'Hôtel Dieu sur le CH-Clunisois durant l'année 2026 environ*
- *Changement de la centrale du Bâtiment La Roseraie à Paray le Monial envisagé courant 2026*
- *Intégration des bâtiments du site Bourbon Lancy à compter de 2027*
- *Abandon du site La Colline envisagé sur la durée du marché*
- *Travaux de réhabilitation bâtiment USN à Tournus pour une livraison courant 2027*

15.3. Prestations supplémentaires ou modificatives

Conformément aux articles L.2194-1, R.2122-4 et R.2122-7 du code de la commande publique, le présent marché peut faire l'objet de prestations complémentaires et/ou similaires, sans nouvelle procédure de mise en concurrence et ce, dans la limite de 3 ans à compter de sa date de notification et de 50% du montant initial de l'accord-cadre.

15.4. Modification de la législation / réglementation / jurisprudence / norme

Le titulaire doit en cas de modification des prestations rendues nécessaires par :

- Des directives et règlements
- De la législation / réglementation
- D'une décision administrative
- D'une jurisprudentielle
- Des normes

et affectant même de façon mineure l'exécution du marché, proposer des prestations répondant d'une part à ces nouvelles exigences et d'autre part aux dispositions définies dans le CCAP et/ou CCTP.

Avant toute modification, le titulaire doit communiquer au pouvoir adjudicateur un dossier détaillant les modifications sur le marché.

- En cas d'acceptation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur, le titulaire est avisé par courrier avec accusé de réception.
- En cas de refus de ces modifications par le pouvoir adjudicateur, le titulaire en est avisé par courrier accusé de réception.

Dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure de proposer des prestations répondant à ces nouvelles exigences, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, en application de l'article 41 du CCAG-FCS, de plein droit le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

15.5. Cession du marché

Le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le titulaire pressenti devra :

- Avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du titulaire
- Présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante

Dans sa demande d'agrément, le titulaire actuel communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante
- Les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- Un numéro d'identification SIRET du repreneur
- La date à laquelle la cession doit intervenir
- La forme juridique du nouveau titulaire
- La raison sociale et l'adresse du siège du nouveau titulaire
- Les personnes ayant pouvoir à engager le nouveau titulaire
- La domiciliation bancaire du nouveau titulaire

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du titulaire pressenti après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le titulaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées.

La cession est subordonnée à l'autorisation préalable et expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le titulaire pressenti :

- Ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées
- Ne transmet l'intégralité des documents permettant l'élaboration d'un avenant
- Refuse d'accepter l'intégralité des dispositions prévues au marché

En cas non validation de la cession du marché au titulaire pressenti, le pouvoir adjudicateur résiliera le marché en application de l'article 39.2 du CCAG-FCS.

Cette résiliation n'ouvre droit, pour le titulaire actuel, à aucune indemnité.

15.6. Clause de réexamen

Les dispositions de l'article 25 s'appliquent.

16. Résiliation

16.1. Résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché ou pour faute du titulaire

Les dispositions des articles 39.1 à 41.3 du CCAG-FCS s'appliquent.

En cas de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation, le jugement est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de faire exécuter aux frais et risques du titulaire, les prestations prévues au marché. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés

sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

16.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

En application de l'article 42 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations admises, un pourcentage de 3 %.

16.3. Exécution aux frais et risques

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent.

17. Règlement des différends / litiges

17.1. Différends

Les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS sont seules applicables.

17.2. Litige

En cas de litige résultant de l'exécution du présent marché, la loi française est seule applicable. Le tribunal compétent sera celui du domicile du pouvoir adjudicateur (tribunal administratif de DIJON).

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

17.3. Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics

Conformément aux articles R.2197-1, R.2197-16, R.2197-23 et R.2197-24 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics.

Nom officiel	Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
Adresse postale	1 boulevard Vivier Merle
Ville	Lyon Cedex 03
Code postal	69443
Pays	France
Téléphone	04 26 99 28 33
Courrier électronique	ara.ccira@directe.gouv.fr

18. Dérogations aux articles du CCAG

Les articles du CCAP qui dérogent au CCAG-FCS sont les suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé
6	4
8.2	27
8.3	32
8.7	5.1
10.3	10.1.1, 10.1.2, 10.2.3
10.4	10.1.2, 38, 42
11.4	11.3, 12.1.3
13.1	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
13.2, 13.7, 13.8	14.1
13.32	14.2.5
14	9